

Buenos Aires, le 17 novembre 2024

Monsieur le président Emmanuel Macron
Madame Brigitte Macron

Merci de nous recevoir et de partager avec nous cet hommage aux 24 Français et Françaises victimes du terrorisme d'État en Argentine. *La France n'oublie pas* et c'est important de le rappeler à chaque occasion qui se présente pour que Mémoire et Justice soient faites et la Vérité toujours recherchée, s'agissant de crimes contre l'humanité qui ne prescrivent jamais, selon les conventions internationales.

C'est dans ce contexte que nous voulons vous faire part de notre inquiétude face à la politique des droits de l'homme de l'actuel gouvernement argentin, qui s'en prend aux organisations de défense des droits humains comme les Mères et les Grands-mères de la Place de Mai, aux militants et militantes, et aux sites de Mémoire, là où pendant la dictature civile-militaire de 1976 à 1983 ont fonctionné des centaines de camps de torture, de disparitions et de morts. Et flotte sur nos têtes la crainte d'une amnistie aux tortionnaires jugés, condamnés et emprisonnés, entre autres Alfredo Astiz coupable de l'enlèvement des religieuses françaises Léonie Duquet et Alice Domon, et de Jorge Olivera, qui s'est toujours vanté d'avoir assassiné Marie-Anne Erize. La visite de députés/ées à un groupe de tortionnaire le 11 juillet dernier montre non seulement le négationnisme de certains politiques du parti au pouvoir mais aussi leur revendication ouverte de la dictature.

Cela se traduit aussi par des centaines de licenciements de fonctionnaires de secrétariats des droits de l'homme au niveau national et de travailleurs des sites de mémoires, lesquels sont étranglés financièrement. Et plus encore, les autorités s'en prennent même à l'Université des Mères de la Place de Mai qui est au bord de la faillite.

Sachant parfaitement les limites imposées par la politique de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays, comme souligné plus haut il s'agit de crimes contre l'humanité qui selon le droit international ne peuvent ni être revendiqués, ni oubliés, pas plus que l'on ne doit passer sous silence cette attaque soutenue aux politiques de mémoires et aux citoyens et citoyennes qui maintiennent bien haut le flambeau de la vérité et de la justice.

Merci pour cette écoute, Monsieur le président Emmanuel Macron, merci Madame Brigitte Macron, nous restons à votre disposition pour toute action complémentaire.

Sachant que quand on parle des 24 français victimes de la dictature, nous revendiquons les 30 000 détenus/es-disparus/es en Argentine.

Cordialement,

**Les familles des Français et Françaises victimes
du terrorisme d'État en Argentine**

(Contact : Éric Domergue – eric.domergue@gmail.com)